COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025
Association agréée **: N2008AG0003 - Arrêté du 14/08/2008**

Siège social **: 1 rue Jean Moulin - 70200 LURE**
☎ **09.67.04.55.15** (du lundi au vendredi – 13h30/17h00)

Site : http://www.coordination-nationale.org
Contact : postmaster@coordination-nationale.org

Objet : maintien et développement de l'hôpital de Vire

Madame la Ministre de la Santé

Nous condamnons fermement la manière dont a été traitée la délégation de notre Comité de Vire le mardi 5 février 2013.

1- elle a été reçue au Ministère par Mr Clerc alors qu'un tel sujet -tout à la fois local et national- aurait mérité votre présence.

2- L'entrevue s'est déroulée en présence du Directeur Général de l'ARS de Basse Normandie (M. LANCRY) qui est juge et partie puisqu'il se répand partout sur la nécessité de la fermeture. Il n'avait pas à être présent à une telle entrevue puisque le blocage vient d'abord de lui. Sa présence a été ressentie comme une provocation et laissait présager d'emblée que l'issue de la réunion était déjà fixée.

3- La réunion n'a pas tenu compte des propositions des personnes de Vire présentes et de nos deux responsables nationaux qui les accompagnaient, Paul CESBRON et Côme NESTEROWSKI.

4- Mr CLERC a refusé de tout faire pour aider et donner la priorité au maintien d'une maternité à Vire, au mépris des intérêts des populations et de tout le territoire concerné. Or c'est bien le rôle de l'État d'assurer la bonne marche de ses institutions publiques. Depuis 2010, selon l'ARS, c'est l'insuffisance et l'instabilité de l'équipe médicale qui met en péril la sécurité des femmes et des enfants : qu'a-t-elle fait pour assurer un recrutement pérenne ? Rien d'efficace en tout cas, ce qui tend à démontrer que la volonté de fermer la maternité est prise depuis longtemps.

5- Pire M. Clerc et M. Lancry ont quasiment reporté sur les présents la responsabilité de ne pouvoir rouvrir en les chargeant d'assurer eux-mêmes les embauches nécessaires pour garantir la qualité et la sécurité de la maternité. On croît rêver avec cette inversion des rôles.

6- Le président et la vice-présidente de la Coordination nationale, arrivés certes en retard du fait d'une autre rencontre prévue de longue date, n'ont pas été entendus car ils n'ont pas été admis à participer à l'entrevue. C'est un camouflet inacceptable pour une association représentative.

7- Enfin l'attitude provocatrice, grotesque et stérile de M. Lancry responsable de l'ARS à sa sortie face aux manifestants est indigne d'un représentant de l'État et demande une évidente réparation et des excuses publiques.

Ce n'est pas comme cela qu'on traite les représentants des élus (le maire de Vire et un conseiller général étaient présents), les représentants des personnels et les représentants des usagers. En pleine volonté affirmée de votre part de contrer les déserts sanitaires, nous sommes stupéfaits que vous continuiez à soutenir les restructurations-destructions des sites sanitaires publics. Une politique de santé se doit de partir des besoins des personnes et des territoires, pas des seules considérations administratives ni des pénuries de moyens et de personnels.

Toute notre Coordination nationale est indignée par le traitement du dossier de Vire, comme celui de Valréas, et vous demande instamment de tout faire pour garantir toutes les structures sanitaires de proximité, à la ville comme à la campagne, et de mettre rapidement un terme à toutes les restructurations et à toutes les concentrations gigantesques, sous dotées en personnel, très souvent saturées et donc inhumaines, et pouvant conduire à une perte de qualité et de sûreté.

Lure le 08/02/2013 Pour la Coordination nationale et son CA unanime
son président Michel ANTONY.